

Département de la Gironde

COMMUNE DE SAINTE EULALIE

**Enquête publique
du vendredi 6 septembre au lundi 7 octobre 2019
concernant le
projet de création d'un crématorium sur le territoire de la
commune de Sainte Eulalie**

2^{ème} partie : CONCLUSIONS ET AVIS



**Commissaire enquêteur : Monsieur Claude ARMAND
désigné par le tribunal administratif de Bordeaux par
l'ordonnance E19000075/33 du 21 mai 2019**

L'enquête publique porte sur la création d'un crématorium et d'un site cinéraire contigu Rue de la Commanderie des Templiers, au lieu-dit Cantet-Laudet, sur la commune de Sainte-Eulalie.

C'est le principe de délégation de service public qui a été choisi sous forme de concession à une société privée sélectionnée après appel d'offres.

La délibération du conseil municipal de la commune de Sainte Eulalie du 16 juillet 2018 a déclaré attributaire la Société des Crématoriums de France ; elle devra assurer la conception, le financement, la construction, la maintenance et l'exploitation du complexe funéraire.

Le dossier de demande d'examen au cas-par-cas n° 2018-7382 a été reçu et déclaré complet par la Préfecture de la Région Nouvelle aquitaine le 7 novembre 2018.

Les différentes composantes d'incidence du projet sur l'environnement ont été étudiées par les services de l'Etat et, **au vu des éléments fournis et du caractère mineur des impacts prévisibles, le Préfet de la Région Nouvelle Aquitaine a jugé par arrêté le 10 décembre 2018 que le projet n'était pas soumis à étude d'impact.**

L'instruction du dossier est assurée par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL), et l'activité funéraire relève de la Direction de la Citoyenneté et de la Légalité. Bureau des élections et de l'Administration Générale de la Préfecture de la Gironde.

Par l'arrêté municipal du 19 juillet 2019, Monsieur le Maire de Sainte-Eulalie, a prescrit l'ouverture de l'enquête publique sur la période du 6 septembre 2019 au 7 octobre 2019 inclus, et en a défini les modalités.

➤ **Le projet soumis à l'enquête :**

Le projet de Sainte Eulalie soumis à l'enquête publique concerne – en fonction des données les plus récentes figurant dans le permis de construire déposé par la Société des Crématoriums de France (SCF) le 07/05/2019, complété le 14/06/2019 et accordé le 27/06/2019 - **la construction d'un crématorium de 708 m² de surface de plancher et d'un espace cinéraire destiné à la dispersion des cendres, le tout sur un terrain cadastré section AE parcelles n° 3, 4, 5 et 6 d'une superficie totale de 6 787 m² environ.**

Le terrain a une forme triangulaire, limité par l'autoroute A10 à l'Est, la RD242 au Nord (Avenue de Saint Loubès) et la Rue de la Commanderie des Templier à l'Ouest. Il se situe en limite Nord-Ouest de la commune de Sainte Eulalie, la Rue de la Commanderie des Templiers formant la limite avec la commune d'Ambarès et Lagrave occupant le côté Ouest de la rue et qui fait partie de la Métropole de Bordeaux.

Le public accèdera au Crématorium depuis l'avenue Saint Loubes via un giratoire à 4 branches (à construire) et en empruntant le début de la rue de la Commanderie qui sera mise en double sens sur une distance de 30m environ afin de permettre l'entrée et la sortie du parking public du Crématorium.

Les services funéraires accèderont au parking du personnel et à la cours de service soit via une entrée spécifique dotée d'un portail à accès restreint en venant du sud par la rue de la Commanderie à sens unique, soit venant du nord par l'entrée du public à double sens et la voirie interne du site dotée d'un portail de service coulissant à accès restreint.

La partie du bâtiment réservée au public et aux familles comprendra :

- Hall d'accueil
- Salon d'attente pour les familles
- Salle de cérémonie
- Pièce de remise d'urnes
- Bureau d'accueil pouvant servir à la préparation des cérémonies
- Salle de retrouvailles
- Dispositif de visualisation sur l'appareil de crémation
- Sanitaires pour le public, avec accès handicapés.

Un jeu de claustras verticaux côté rue de la Commanderie favorisera l'intimité des lieux et renforcera la séparation entre parties technique et publique. La salle de cérémonie s'ouvre côté Est sur un patio paysager. Conformément au nouveau plan local d'urbanisme, le bâtiment disposera d'une grande toiture en tuiles de teinte traditionnelle locale avec une pente de 25% allant de 6.70 m au faitage à 3.45 m en périphérie.

La partie technique et administrative du bâtiment du crématorium comprendra :

- Locaux techniques
- Local d'attente pour les personnels extérieurs (chauffeurs...)
- Locaux sociaux avec vestiaires et sanitaires pour le personnel
- Local pour le dépôt provisoire des urnes
- Un appareil de crémation (four à gaz) et ses équipements annexes. L'emplacement d'un second appareil de crémation est prévu. L'ouverture du four (1,05x1,05m) est prévue pour l'entrée de cercueils de taille exceptionnelle.
- Unité de filtration-épuration pour un ou deux appareils, conforme aux dispositions réglementaires de l'arrêté du 26/01/2010 paru le 16/02/2010 fixant les nouvelles normes applicables aux rejets atmosphériques des crématorium
- Espace nécessaire au stockage des produits réactifs de l'unité de filtration-épuration.

Le crématorium est conçu pour réaliser 500 à 1 000 crémations par an au début avec un appareil. Suivant la demande un deuxième appareil pourra être mis en place à l'emplacement déjà prévu dans les locaux techniques.

Les parkings publics dédiés au crématorium comprendront deux parties reliées par une voirie interne longeant l'autoroute A10 le long de l'écran anti-bruit :

Parking Nord, aménagé au nord du terrain, au pied du talus de liaison avec l'avenue Saint Loubès : 52 places dont 4 PMR

Une voirie en enrobé desservira les places de parking et assurera la liaison – en longeant le bâtiment du crématorium et l'autoroute A10 - avec le second parking public situé à la pointe Sud du terrain :

Parking Sud ajouté au cours de la genèse du projet pour accroître les capacités de stationnement. Situé à la pointe Sud du terrain ; il comportera 26 places dont 2 PMR

Au total, le plan associé au permis de construire fait apparaître 78 places de parking public sans compter les places dédiées aux véhicules de service.

Le parking de service dédié au fonctionnement du crématorium, sera à l'arrière du bâtiment et comportera : 3 places de service dont 1 PMR et un espace de livraison. Ce parking de service disposera d'un accès pompier sur la Rue de la Commanderie permettant d'arriver directement

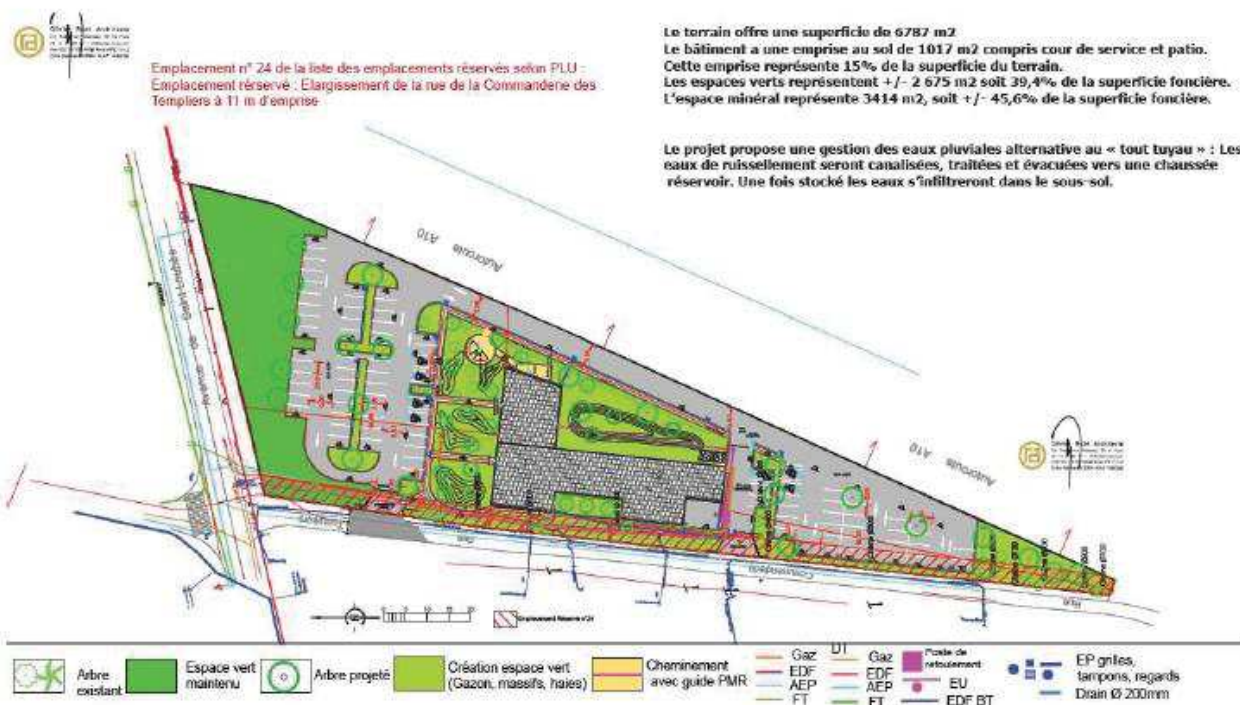
à la cour de service à l'abri des regards, et d'une entrée spécifique « funéraire » à accès restreint donnant sur les voies de circulation du public sur le site. Ces accès seront dotés de portails.

Les espaces verts extérieurs aménagés revêtent une grande importance dans le projet :

- Espaces verts, avec noues pour favoriser l'infiltration des eaux de ruissellement,
- Préservation des principaux arbres existants, plantation de nouveaux arbres dans les espaces laissés libres.
- Réalisation d'une clôture végétalisée entre la parcelle du crématorium et la Rue de la Commanderie des Templiers
- Espace du souvenir devant le parvis d'entrée, comprenant des buttes paysagères, un jardin du souvenir et un colombarium.



PLAN DE MASSE PAYSAGER (EXTRAIT DU PERMIS DE CONSTRUIRE)



➤ Le contexte réglementaire

Le projet de création, mise en service et exploitation d'un crématorium et d'un site cinéraire contigu est soumis à l'application de plusieurs codes.

Les principaux textes relatifs à la création et au fonctionnement d'un crématorium sont les suivants :

- Code général des collectivités territoriales (CGCT)

Article L 2223-40 du CGCT : seules les communes (ou les établissements publics de coopération intercommunale) sont compétentes pour créer, gérer, directement ou par voie de gestion déléguée, les crématoriums et les sites cinéraires destinés au dépôt ou à l'inhumation des urnes ou à la dispersion des cendres. Ce même article, et l'article L 2223-41 du CGCT, prévoient que la création d'un crématorium ne peut se faire qu'avec l'accord de l'Etat : l'arrêté préfectoral est établi après avis de la Commission Départementale compétente en matière d'Environnement de Risques sanitaires et Technologiques (CODERST).

Les articles L 2223-18 à L 2223-23 du CGCT fixent les conditions concernant la crémation et la dispersion des cendres, listent les opérations de service public relatives aux sociétés de pompes funèbres et précisent les conditions et obligations fixées par le règlement national des pompes funèbres.

Les articles D 2223-99 à 2223-109 du CGCT précisent les prescriptions techniques applicables concernant, en particulier :

- la conformité des crématoriums à la réglementation des établissements recevant du public
- les dimensions minimales des différentes salles et locaux techniques
- l'isolement acoustique vis-à-vis des bruits routiers à proximité
- les mesures de sécurité à respecter notamment pour éviter les surchauffes et les incendies.

Les crématoriums sont soumis lors de leur mise en service à une visite de conformité - valable 6 ans - effectuée par un organisme de contrôle agréé par le ministre chargé de la santé, et les fours de crémation font l'objet de contrôles tous les 2 ans concernant le respect des normes en matière de rejets gazeux et des normes de sécurité.

Enfin l'arrêté du 28 janvier 2010 pris en application du D 2223-105 du CGCT précise la hauteur minimale des cheminées de crématoriums et les quantités maximales de polluants contenus dans les gaz rejetés dans l'atmosphère.

- Code de la santé publique

Notamment les articles R 1336-4 à R 1336-11 et R 1337-6 à R 1337-10-2 relatifs aux bruits de voisinage et des activités professionnelles.

- Code de l'environnement

Le projet relève de la rubrique n°48 du tableau annexé à l'article R 122-2 de Code de l'environnement

Les crématoriums font partie des projets soumis à enquête publique préalable à leur autorisation conformément aux articles L 123-1 et suivants du Code de l'environnement. La procédure de cette enquête est précisée aux articles R. 123-1 à R. 123-27 de ce code, pour les enquêtes publiques relatives aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement.

Ces opérations doivent en principe faire l'objet d'une évaluation environnementale sur la base

d'une étude d'impact, mais certains projets peuvent en être dispensés après un examen « au cas par cas », ce qui est le cas du projet présenté par la commune de Sainte Eulalie.

Rappelons que la décision finale d'autoriser la création et l'exploitation d'un crématorium est délivrée par le Préfet du département sous forme d'arrêté, après avis de la CODERST (Commission départementale compétente en matière d'environnement, de risques sanitaires et technologiques) qui se prononce après l'enquête publique.

Le délégataire exploitant l'installation doit en outre obtenir d'autres autorisations, notamment le permis de construire, l'habilitation funéraire ; et respecter les réglementations concernant les établissements recevant du public (ERP).

L'attestation de conformité du crématorium, permettant l'activité du site, sera délivrée par l'Agence Régionale de Santé après vérification du respect, par la Société des Crématoriums de France, des prescriptions légales et réglementaires applicables à tout crématorium en France.

Ces prescriptions seront vérifiées, préalablement à la mise en service, par un organisme certifié, dont le rapport de contrôle conditionnera la mise en service de l'installation.

L'attestation de conformité qui sera délivrée sera valable six ans et sera renouvelée sur la communication de rapports tous les deux ans, portant sur les rejets atmosphériques et les équipements de sécurité ou le bâtiment.

1. CONCLUSIONS

1.1. Sur la forme,

Par l'ordonnance de **désignation E19000075/33 du 21 mai 2019**, Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Bordeaux m'a désigné en qualité de commissaire enquêteur sur cette enquête.

➤ Organisation de l'enquête

J'ai pris contact avec Madame Caroline BEAU, responsable du service urbanisme et rénovation urbaine de la commune de Sainte Eulalie et Monsieur GUIBERT Directeur Général des Services de la commune et j'ai reçu la version informatique du dossier d'enquête.

Le 13 juin 2019, j'ai tenu une réunion d'organisation de l'enquête publique en mairie de Sainte Eulalie au cours de laquelle un tirage du dossier m'a été remis et où ont été fixées :

- **Les dates de l'enquête publique du Vendredi 6 septembre au Lundi 7 octobre 2019 soit 32 jours calendaires**
- **Les dates des trois permanences tenues à la mairie de Sainte Eulalie :**
 - **Vendredi 6 septembre de 9h à 12h (ouverture de l'enquête)**
 - **Mercredi 25 septembre de 9h à 12h**
 - **Lundi 7 octobre de 16h à 19h (clôture de l'enquête)**

Par l'arrêté municipal du 19 juillet 2019, Monsieur le Maire de Sainte-Eulalie, a prescrit l'ouverture de l'enquête publique, et en a défini les modalités.

Compte tenu du type d'enquête et du niveau de participation attendu du public, il n'y a pas eu de registre électronique mis en place, mais seulement une adresse courriel archivant les contributions émises par ce canal : **renovation-urbaine@mairie-ste-eulalie.fr**. Les contributions étaient archivées sur le site Internet de la commune pour être consultables par le public, et étaient aussitôt répercutées par la mairie sur mon adresse courriel personnelle.

Le registre papier était régulièrement scanné et m'était transmis par courriel.

➤ Information du public

La publicité légale de cette enquête publique a été assurée de la manière suivante :

- **Affichage de l'arrêté d'enquête publique** : sur le panneau d'affichage de la mairie de Sainte Eulalie
- **Affichage de l'avis d'enquête sur fond jaune en format A2** : sur le site du projet de crématorium, Rue de la Commanderie des Templiers.
- **Insertion règlementaire dans la presse régionale** par les soins de la commune de Sainte Eulalie :
 - Journal Sud-Ouest : 1ère publicité le mardi 20 août 2019 et seconde publicité le mardi 10 septembre 2019
 - Journal Les Echos Judiciaires Girondins : 1ère publicité le vendredi 16 août 2019 et seconde publicité le vendredi 6 septembre 2019
- **Mise en ligne des informations** sur l'ouverture et les dates de l'enquête publique, ainsi

que les modalités de son déroulement sur le site internet de la mairie de Sainte Eulalie: <https://www.mairie-ste-eulalie.fr> , rubrique « Actualités ».

➤ Déroulement de l'enquête

Le dossier complet et le registre d'enquête, à feuillets non mobiles, ouvert par Monsieur le Maire de la commune de Sainte Eulalie, coté et paraphé par moi-même, a été mis à la disposition du public à l'hôtel de ville de Sainte Eulalie, 1 place Charles de Gaulle **du vendredi 6 septembre 2019 à 9h au lundi 7 octobre 2019 à 19h soit durant 32 jours calendaires**, afin que chacun puisse en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie.

Un poste informatique a été mis à disposition du public pour la consultation du dossier d'enquête numérisé à la mairie de Sainte Eulalie, 1 place Charles de Gaulle, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Les pièces du dossier pouvaient également être **consultées** :

- **sur le site internet communal de Sainte Eulalie:** <https://www.mairie-ste-eulalie.fr>

Pendant toute la durée de l'enquête, les observations sur le projet pouvaient être :

- **consignées** sur le registre d'enquête déposé à la mairie de Sainte Eulalie
- **adressées par écrit** au commissaire enquêteur à la mairie de Sainte Eulalie 1 place Charles de Gaulle 33560 Sainte Eulalie
- **adressées par courriel** à l'adresse électronique mentionnée sur l'avis d'enquête publique : renovation-urbaine@mairie-ste-eulalie.fr

L'enquête s'est déroulée dans de bonnes conditions avec des dispositions d'accueil du public satisfaisantes et un personnel de la mairie de Sainte Eulalie aimable et disponible. L'enquête n'a généré aucun incident.

J'ai eu l'opportunité de rencontrer Monsieur le Maire à plusieurs reprises ainsi que Monsieur le Directeur Général des Services et Madame la Responsable du service urbanisme - rénovation urbaine.

Visites de terrain :

Elles sont au nombre de 5 et ont revêtu une importance particulière, compte tenu de la sensibilité du public constatée dès le début de l'enquête, et de la nécessaire prise de connaissance du type particulier d'installation que constitue un crématorium. J'ai donc effectué les visites de terrain suivantes :

- Sur le site du projet, le 13 juin 2019 en compagnie du DGS et de la responsable du service urbanisme de la commune de Sainte Eulalie, à l'issue de la réunion d'organisation de l'enquête : accès, état du site et de son environnement, voirie.
- Sur le site du projet, le 25 septembre 2019 après ma seconde permanence, seul, pour examiner de manière détaillée, en fonction des observations du public, les aspects « co-visibilité habitations voisines – crématorium », « conditions de circulation dans la Rue de la Commanderie », y compris dans son prolongement nord jusqu'au site SANOFI, « hôtel en construction » à l'extrémité sud de la Rue de la Commanderie,
- Au crématorium de Biganos, le 15 juillet 2019 où j'ai eu l'opportunité d'effectuer une visite détaillée, y compris de la partie technique, avec le responsable du site, avant la mise en service de cet équipement prévue dans le courant de l'été 2019.
- Au crématorium de Montussan le 25 septembre 2019 après ma seconde permanence, pour examiner les aspects « co-visibilité avec les habitations voisines » et « stationnement de véhicules » sur ce site qui m'avait été commenté par plusieurs

contributeurs.

- Au crématorium de Mérignac le 7 octobre 2019 au matin avant ma dernière permanence pour examiner les aspects d'intégration au site et de stationnement.

Par ailleurs je me suis rendu chez une entreprise de Pompes Funèbres (PFG Gradignan) pour m'enquérir des usages en matière de convois funéraires et de nombre moyen de véhicules, horaires de cérémonies et devenir des urnes cinéraires. J'ai confirmé ces renseignements auprès de l'administration du crématorium de Mérignac par téléphone.

➤ Participation du public

Le public s'est beaucoup intéressé à cette enquête publique.

Pendant les 3 permanences, j'ai rencontré **18 personnes**.

- **Au total il y a eu 35 contributions (hors doublons) émanant de 97 personnes différentes.**
- **19 contributions ont été déposées sur le registre papier** dont 2 reçues par courrier déposé à la mairie de Sainte Eulalie à mon attention. Plusieurs contributions étaient accompagnées de documents de 2 à 5 pages et de photographies. Certaines personnes se sont exprimées à la fois sur le registre papier et par voie dématérialisée (doublons).
- **16 contributions ont été envoyées par voie électronique** elles ont pu être consultées par le public sur le site de la mairie jusqu'à la clôture de l'enquête.

942 accès au dossier mis à disposition sur Internet ont été enregistrés par le compteur dont j'avais demandé la mise en place par la mairie de Sainte Eulalie pendant la durée de l'enquête. Si l'on déduit les accès au dossier par le Service Urbanisme pour les besoins de gestion des contributions et leur mise en ligne pendant cette période, **on peut évaluer à plus de 800 les accès au dossier provenant du public, ce qui montre l'intérêt suscité par le projet.**

Sur le total de 35 contributions émanant de 97 personnes différentes :

- | |
|--|
| <ul style="list-style-type: none">- <u>26 contributions contre le projet</u> à l'emplacement prévu, <u>émises par 58 personnes identifiées</u> (en comptant les votants du conseil municipal d'Ambarès du 04/10/19 qui se sont prononcés contre le projet, et dont la délibération a fait l'objet d'une contribution).- <u>9 contributions favorables au projet</u>, <u>émises par 39 personnes identifiées</u> (en comptant les signataires de la pétition déposée à la mairie de Ste Eulalie le 07/10/19) |
|--|

Les riverains potentiels du projet et les élus d'Ambarès et Lagrave ont clairement su se mobiliser en apportant de nombreuses contributions contre le projet soumis à l'enquête.

Les habitants de Sainte Eulalie et des communes voisines au nombre de 39, ont néanmoins su marquer leur soutien au projet.

➤ Le dossier d'enquête

Le dossier d'enquête qui m'a été remis m'est apparu suffisamment complet et clair pour être mis à l'enquête.

Mes remarques toutefois, portent sur des variations dans les documents graphiques associés

au dossier d'enquête, qui ont perturbé le public que j'ai rencontré lors des permanences, mais à qui j'ai pu fournir les explications nécessaires :

- Le dossier a rapidement évolué, jusqu'à la phase de permis de construire, pour tenir compte des observations de l'Autorité Environnementale, des autres organismes et services consultés, et des réactions des riverains directs qui se sont montrés très actifs dans leur opposition au projet.
 - Il en découle des incohérences entre certaines pièces du dossier qui concernent principalement :
 - Projet de mise en place d'un giratoire et d'une mise à double sens de la Rue de la Commanderie sur 30m environ à son intersection avec l'Avenue de Saint Loubès pour sécuriser les accès au site et fluidifier la circulation. Cela suite à une expertise de sécurité routière commandée au Cabinet « Lignes de Conduite »
 - Non figuration des habitations riveraines sur certains plans et images de synthèse du dossier d'architecte, alors qu'elles sont en face du site du côté ouest de la Rue de la Commanderie,
 - Implantation d'un second parking sur le site portant la capacité à 80 véhicules environ, en cohérence avec les capacités d'autres crématoriums ; prise en compte d'une voirie de liaison interne au site le long de la façade Est du bâtiment,
 - Evolution de l'évacuation des eaux pluviales depuis un dispositif de noues vers un stockage sous chaussées associé à une infiltration tenant compte des résultats d'une étude géotechnique,
 - Meilleure prise en compte des aspects paysagers par la préservation attentive des arbres de valeur existant sur le site, et l'amélioration de l'occultation des installations vis-à-vis des riverains à l'ouest, envisagée via une clôture doublée d'un écran végétal
- J'ai demandé l'ajout d'un tableau statistique de la composition des rejets gazeux d'installations similaires exploitées par la Société des Crématorium de France. Ce tableau a été joint au dossier dès le début de l'enquête.

Sur ces aspects, et pour mes explications au public lors des permanences, j'ai donc pris en considération les documents les plus récents de la demande de permis de construire joints dans le dossier d'enquête.

J'ai exprimé ces difficultés à la commune de Sainte Eulalie et je dois noter ses efforts et ceux de la SCF délégataire pour satisfaire mes demandes et assurer une mise à jour rapide du dossier pour mieux répondre aux réactions et demandes du public et des services consultés.

➤ Clôture de l'enquête

Le registre d'enquête déposé en mairie et le dépôt des contributions par voie électronique ont été clos par mes soins à l'expiration du délai de l'enquête, **le lundi 7 octobre 2019 à 19h.**

1.2. Sur le fond

1.2.1. Principaux éléments d'incidence du projet identifiés par les services et organismes consultés

- **Mission Evaluation Environnementale**

La demande d'examen du dossier de demande d'autorisation au cas-par-cas n°2018-7382 a été déposée et déclarée complète le 7 novembre 2018, et a reçu une réponse le 10 décembre 2018 sous la forme d'un arrêté du Préfet de la Région Nouvelle Aquitaine (annexé de manière intégrale à mon rapport d'enquête) déclarant que le **projet de création du crématorium de Sainte Eulalie n'était pas soumis à la réalisation d'une étude d'impact.**

Dans ses considérants, la Mission d'Evaluation Environnementale, souligne les points suivants, en résumé :

- La localisation du projet en limite de la commune de Sainte Eulalie, sa compatibilité avec la zone UY du PLU révisé, et hors du périmètre de protection de monuments historiques.
- La proximité avec l'autoroute A10 et l'Avenue de St Loubès classées sur le plan du bruit catégories 1 et 3, impliquant des enveloppes affectées par le bruit de 300 et 30m de part et d'autre de ces infrastructures. La commune de Saint Eulalie étant soumise aux dispositions du Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) approuvé le 17/11/2015, et le projet étant en zones violette et rouge de la carte de bruit stratégique des infrastructures de transport terrestre en Gironde (bruit constaté en journée > 65 et 79 dB pondérés A.
- L'absence d'interaction avec la ZNIEFF (de type II), la plus proche qui est située à 470m : Zones humides à St Louis de Montferrand,
- La présence autour du site, d'infrastructures routières importantes, et d'une forte anthropisation qui conduit à des enjeux de biodiversité mesurés,
- La production de rejets atmosphériques par le crématorium, qui devront répondre à la réglementation et notamment l'arrêté du 28 janvier 2010 relatif à la hauteur de la cheminée de crémation et aux quantités maximales de polluants contenus dans les gaz rejetés,
- La production de résidus métalliques issus des crémations, qui devront être filtrés, collectés puis valorisés par une filière spécifique,
- La non prise en compte, dans le dossier, de la force et de la direction des vents dominants dans la conception du projet, étant précisé la proximité immédiate d'une zone résidentielle à l'ouest du projet et d'une autre à environ 100m au sud-est, pouvant être impactées par les rejets atmosphériques résiduels. Il revient au porteur de projet d'étudier cette variable dans la conception technique du projet pour réduire tous risques sanitaires,
- L'évacuation des eaux pluviales dans un bassin de stockage et filtration, et des eaux usées via un poste de relèvement vers le réseau public,
- La phase chantier du projet susceptible d'engendrer des nuisances sonores et vibrations, à réduire au maximum par la conformité des engins et le respect des législations en vigueur. Les déchets de chantier devant par ailleurs faire l'objet d'une collecte et d'un traitement par les différentes filières adaptées,
- La phase d'exploitation du crématorium engendrera des nuisances sonores au niveau de la tour aéro-réfrigérante : 45 dB pondérés A. La méthode ayant conduit à cette valeur devant être précisée, notamment s'il a été réalisé des mesures de niveau sonore, et si

elle prend en compte les infrastructures routières majeures proches du site. Il revient au porteur de projet de réaliser des campagnes de mesure des niveaux sonores générés par le projet en limite du site et à proximité des habitations au sud-ouest (à une vingtaine de mètres pour la plus proche) et à l'est du site, afin de déterminer si le projet est susceptible de porter atteinte à la tranquillité du voisinage ou à la santé de l'homme, notamment au regard des seuils des émergences réglementées.

Différents services et organismes ont été consultés dans le cadre de la procédure de permis de construire. Leurs avis, qui apparaissent de manière complète et détaillée dans le sous-dossier « permis de construire » du dossier d'enquête, peuvent être résumés ainsi :

- **Agence Régionale de Santé (ARS) :**

- Donne, dans son avis du 26 novembre 2018, un avis favorable au projet, et précise que le site n'est pas dans un périmètre de protection d'un captage d'eau potable
- rappelle les références réglementaires et précautions à respecter concernant le réseau intérieur d'eau potable de l'établissement,
- rappelle, pour obtenir un agrément, les références réglementaires à respecter concernant la hauteur des cheminées de crématorium et les quantités maximales de polluants contenus dans les gaz rejetés,
- rappelle, pour obtenir un agrément, que l'attestation de conformité de l'installation de crémation prévue par le CGCT est délivrée par le directeur de l'ARS pour une durée de 6 ans,
- rappelle l'obligation de réalisation d'une campagne de mesures et d'analyse des rejets gazeux pour chaque four, dans les 3 mois suivant la mise en service de l'installation, avec communication des résultats au directeur général de l'ARS pour obtenir un agrément, avec une durée de validité de 2 ans.

- **Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau de Carbon-Blanc (SIAO) :**

Précise que la parcelle du projet est desservie en eau potable par une canalisation de diamètre 63mm reliée à la conduite de diamètre 200mm longeant l'Avenue de Saint Loubès.

- **Syndicat Mixte « Ruisseau du Guâ » :**

Emet un avis favorable et insiste sur la séparation totale entre les eaux usées et les eaux pluviales.

- **Vinci Autoroutes :**

- Rappelle les spécificités liées à la présence d'un écran acoustique, à prendre en compte dans les travaux de voirie en bordure Est de la parcelle du projet, afin de ne pas le déstabiliser. Une procédure et des plans d'exécution de la jonction écran-chaussée devront être fournis à Vinci pour approbation avant travaux,
- Rappelle les interdictions d'implantation et de croissance des arbres et haies à moins de 2m par rapport à la limite de propriété pour ne pas empiéter sur le Domaine Public Autoroutier Concédé (DPAC)
- Rappelle la servitude de passage sur une bande de 3m derrière l'écran acoustique.
- Emet un avis favorable sous réserve du respect des contraintes mentionnées.

- **Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) :**

- Emet un avis favorable et rappelle les effectifs susceptibles d'être admis dans cet

établissement recevant du public classé L de 5^{ème} catégorie : 163 personnes, dont 3 membres du personnel

- Précise que la défense extérieure contre l'incendie est assurée par le point d'eau PI 100 n°7505 situé à moins de 200m à l'angle Av. de St Loubès et Rue de la Commanderie.
- Rappelle les dispositions générales qui s'appliquent en matière de contrôle et d'entretien.

- **ENEDIS « L'électricité en réseau » :**

- Prend en compte une puissance de raccordement finale du projet de 72 kVA triphasé.

- **Commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité :**

- Emet un avis favorable sur la base du dossier présenté
- Rappelle les textes de référence du Code de la construction et de l'habitation.

- **GRDF Gaz Réseau Distribution France :**

- Confirme être en mesure d'alimenter en gaz le futur crématorium via le réseau qui se trouve à l'angle de l'Av. de St Loubès et Rue de la Commanderie.

- **Bordeaux Métropole (BM). Pôle Territorial Rive Droite :**

- Rappelle que par convention avec le Département de la Gironde, elle est gestionnaire de la voirie « Avenue de Saint Loubès », et que c'est BM qui appliquera les politiques d'aménagement de l'espace public en corrélation avec le règlement général de voirie.
- Précise que la largeur d'accès au projet sera déterminée par la commune de Ste Eulalie. BM recommande de mettre à double sens la Rue de la Commanderie des Templiers sur environ 80m afin de sécuriser les entrées-sorties du crématorium.
- Souligne – en tant qu'observation de voirie - la nécessité de création d'un giratoire à 4 branches au carrefour de l'Av. de St Loubès et de la Rue de la Commanderie. Cet aménagement sera pris en charge financièrement par la commune de Sainte-Eulalie, il sera propriété du Conseil Départemental, sous gestion de Bordeaux Métropole.
- Précise les études et documents nécessaires pour le lancement des travaux du giratoire, en précisant que tous les aménagements de l'espace public consécutifs au projet seront réalisés par l'aménageur public aux frais du pétitionnaire (commune de Ste Eulalie).
- Précise les conditions de gestion des eaux usées – le raccordement au collecteur longeant l'avenue de St Loubès - et des eaux pluviales, sachant que pour ces dernières la solution privilégiée pour ce projet est en priorité l'infiltration sur la parcelle après s'être assuré de la bonne perméabilité du terrain, au moyen d'une étude à produire.

1.2.2. Eléments d'incidence du projet perçus par le public

Le 14 octobre 2019, j'ai remis en main propre et en l'explicitant le **procès-verbal des observations** consignées dans les registres papier et électronique, reçues sur l'adresse mail dédiée à l'enquête et reçues par courrier ainsi que les questions du commissaire enquêteur, à M le Maire de Sainte Eulalie en présence de M Guibert Directeur Général des Services de la Commune et de Mme Beau Responsable du service urbanisme et rénovation urbaine.

J'ai également envoyé ce document par courrier électronique ce même jour au service urbanisme de la commune.

J'ai reçu le mémoire en réponse signé de M le Maire de Sainte Eulalie par courrier électronique dans les délais prescrits le 25 octobre 2019.

Huit thèmes peuvent être identifiés, associés aux occurrences ou citations dans les contributions émises par le public pour ou contre le projet, afin de les classer et synthétiser :

Thème auquel les contributions se rattachent	Nombre d'occurrences, contre le projet	Nombre d'occurrences en faveur du projet
Impacts d'ordres psychologique et visuel sur les riverains	22	0
Circulation automobile et piétonnière aux abords du site	20	1
Aspects financiers pour les riverains et la commune de Ste Eulalie	13	1
Aspects environnementaux	13	
Concertation préalable à l'implantation du projet, choix du site	7	2
Pertinence de la création d'un crématorium par rapport aux installations actuellement disponibles dans le secteur	5	5
Présentation et contenu du dossier de demande d'autorisation	2	
Evacuation des eaux usées et eaux pluviales	1	
Divers (omission relevée sur un panneau d'affichage)	1	

On constate que les impacts psychologiques et visuels, ainsi que les problèmes de circulation automobile et piétonnière ont été particulièrement relevés par le public ; ils totalisent 50% des occurrences dans les contributions opposées au projet.

En second lieu, les aspects financiers, pour les riverains et la commune, ainsi que les aspects environnementaux, occupent une grande place dans les contributions du public.

A l'examen des documents qui m'ont été fournis, et des observations émises par le public sur le projet, et après plusieurs visites du site et d'autres établissements similaires en activité, je résume ci-après les impacts identifiés, en les commentant et en m'attachant aux aspects les plus significatifs du dossier :

✓ **Impacts d'ordres psychologique et visuel sur les riverains**

Il s'agit, dans le cas de ce projet, d'une préoccupation majeure du public, alors que cet aspect n'est pas évoqué dans l'examen des contraintes et incidences environnementales au cas-par-cas par la Mission d'Evaluation Environnementale, qui a conduit à l'arrêté de dispense d'étude d'impact émis par le Préfet de Région Nouvelle Aquitaine le 10 décembre 2018.

L'aspect psychologique d'acceptation du projet dépend évidemment de la sensibilité de chacun, qui peut être exacerbée par la proximité de l'installation : 20 à 25m pour les 3 habitations les plus proches.

Je note tout d'abord que les données du dossier et la réglementation générale montrent la conformité du projet, notamment aux règles du Plan Local d'Urbanisme et aux différentes contraintes environnementales qui s'appliquent au site.

Un crématorium constitue une installation qui peut impacter psychologiquement le voisinage car encore peu courante et d'apparition récente par rapport aux cimetières qui sont installés dans le paysage depuis des siècles, y compris au centre des bourgs. Pourtant, l'impact visuel d'un cimetière de plusieurs centaines de tombes est important, et les cérémonies d'inhumation sont directement visibles par les habitants riverains et les passants, adultes ou enfants. Le

législateur a prévu – pour des questions d'hygiène publique et de co-visibilité – le respect d'une distance minimale de 35m entre les habitations et les cimetières nouvellement implantés.

Une telle distance n'a pas été imposée pour les crématoriums, qui, il faut le reconnaître, ne présentent pas de risque sanitaire au niveau du sol et du sous-sol, ont des rejets uniquement atmosphériques et très contrôlés, et s'attachent à occulter tout aspect extérieur « funèbre » grâce à un traitement architectural soigné et à un environnement paysager adapté doté d'écrans végétaux ou autres évitant autant que possible la co-visibilité avec les habitations proches.

En outre, le bâtiment du projet de Sainte Eulalie réduira son impact visuel en étant de plein pied, avec un toit traditionnel doté de tuiles romanes avec une faible hauteur (6,7m au maximum) ; il sera implanté en léger contrebas de la rue de la Commanderie et de l'Avenue de St Loubès, et sa façade orientée au Nord ne sera pas visible des habitations les plus proches.

Le projet présenté par la commune me paraît répondre à des critères de moindre impact visuel.

J'ai constaté que les 4 à 5 habitations en face du site disposaient de murs de clôture hauts ou de haies très occultantes, et que le terrain prévu pour l'implantation du crématorium servait actuellement de décharge sauvage, avec un impact visuel, sanitaire et environnemental, particulièrement négatif pour les résidents et les passants.

La suggestion par certains contributeurs d'implanter le crématorium dans un environnement de zone d'activité industrielle ou artisanale classique (à proximité immédiate d'un magasin de literie ou d'une enseigne de bricolage très fréquentée, comme j'ai constaté sur un autre site de crématorium), peut avoir un impact très négatif sur les familles en deuil dans un moment de nécessaire recueillement.

✓ **Circulation automobile et piétonnière aux abords du site**

C'est une préoccupation majeure du public, qui subit les embouteillages dans ce quartier surchargé en début et fin de journée : sur l'Avenue de Saint Loubès - qui sert de déviation face aux bouchons récurrents sur l'autoroute A10 - et au débouché de la Rue de la Commanderie sur l'Avenue de Saint Loubès, avec la quasi impossibilité de tourner à gauche en l'absence de feux tricolores ou de giratoire.

Je pense que l'aménagement proposé par la commune d'un **giratoire**, et la **mise en double sens du début de la Rue de la Commanderie en face de l'entrée du crématorium** sur une trentaine de mètres, sont indispensables et à même d'améliorer la sécurité et la fluidité de la circulation automobile sur l'Avenue de St Loubès (RD242) ainsi que pour les riverains et autres automobilistes situés le long de la Rue de la Commanderie au sud de la RD242 (où se situe le projet) et pour les entreprises situées au nord de la RD242.

Ce type de carrefour permettra de casser les vitesses sur la RD911 et de sécuriser les entrées et sorties de la Rue de la Commanderie.

Je suis convaincu que cet aménagement améliorera sensiblement la circulation générale dans ce secteur au-delà de la gestion du trafic lié à l'activité du crématorium.

A ce propos, je pense que l'impact de la fréquentation du crématorium sur le trafic automobile dans la Rue de la Commanderie sera très modéré :

- du fait du nombre réduit de véhicules, évalué à une trentaine par cérémonie en moyenne, 80 au maximum en fonction de la capacité de stationnement du projet,
- des horaires de crémation, décalés par rapport aux horaires de bureau en raison de contraintes de formalités administratives et autres.

Selon les Pompes Funèbres que j'ai questionnées, les conditions actuelles de circulation font que les convois funéraires ne sont plus constitués, les participants aux cérémonies arrivent au crématorium de manière étagée sur la base d'une heure de rendez-vous. Le corbillard arrive séparément, une demie heure à trois quarts d'heure au moins avant la cérémonie pour satisfaire à des formalités administratives et pour la préparation matérielle de la cérémonie.

La construction d'un giratoire au croisement R. de la Commanderie / Av. de St Loubès et la mise à double sens sur 30m environ de la Rue de la Commanderie permettront au public de ne pas passer devant les habitations riveraines pour accéder aux parkings du crématorium. En outre, dans la dernière configuration du permis de construire, le personnel du crématorium et le corbillard (3 à 4 véhicules) pourraient accéder à la partie technique via les parkings publics du site et le portail intérieur coulissant à accès restreint, sans passer par l'accès « pompiers » donnant sur la rue de la Commanderie. **Dans cette hypothèse, aucun véhicule accédant au crématorium n'emprunterait la Rue de la Commanderie le long des habitations riveraines.**

L'hôtel en cours de construction à l'extrémité sud de la Rue de la Commanderie (hors objet de l'enquête) augmentera effectivement le trafic de véhicules dans cette rue aux heures de sortie des clients, mais de manière modérée (capacité de 30 chambres environ).

Une quinzaine d'habitations seulement ont un débouché sur le tronçon sud de la Rue de la Commanderie, ce qui induit une circulation normalement faible pour les riverains

Plusieurs contributeurs ont signalé les difficultés de circulation des piétons, et notamment des enfants, le long de la Rue de la Commanderie, du fait de l'absence de trottoir. Je note que la commune de St Eulalie a prévu dans le récent PLU, et acté au conseil municipal du 14/10/2019, un emplacement réservé pour la mise en place d'un trottoir dans la Rue de la Commanderie côté Est pour sécuriser la circulation des piétons le long du site du futur crématorium. **Cette initiative me paraît très intéressante** pour répondre à des préoccupations exprimées dans plusieurs contributions du public.

Il serait souhaitable que la commune de Sainte-Eulalie puisse s'entendre avec celle d'Ambarès et Lagrave pour que celle-ci réalise un aménagement similaire de la banquette en terrain naturel qui existe côté Ouest le long des habitations situées en face du projet de crématorium, pour améliorer la circulation piétonnière de ses propres riverains et compléter ainsi la sécurisation de la voirie.

✓ **Aspects financiers pour les riverains et la commune de Ste Eulalie**

La dépréciation éventuelle des propriétés situées en face du futur crématorium est une préoccupation majeure des riverains, ainsi qu'on le constate dans les contributions.

Je pense que cette dépréciation sera probable mais difficile à apprécier objectivement et limitée par différents facteurs tels que :

- l'environnement actuel avec la décharge sauvage installée devant les habitations en face du projet du fait de l'inoccupation du site, et la proximité immédiate de l'autoroute A10 qui génère un bruit ambiant important,
- le classement depuis 1987 des parcelles du site du futur crématorium en Zone UY (activités industrielles, commerciales, artisanales, ICPE etc), qui a dû être pris en compte par les habitants qui ont souhaité acheter du foncier à des conditions peut être

avantageuses, et construire en limite de cette zone UY en connaissance de cause. De fait, les images satellitaires de 2000 et 2006 (Géoportail et Google Earth) ne montrent aucune habitation réellement en face du bâtiment du futur crématorium. Les constructions les plus impactées sont donc les plus récentes.

- le fait que le crématorium sera un bâtiment sans étage, à toit traditionnel de tuiles d'aspect neutre, et non d'aspect industriel, et disposera d'un traitement paysager soigné, comme cela est exposé dans le dossier de permis de construire,
- l'amélioration prévue au Permis de Construire du crématorium, de l'accès via un giratoire à la Rue de la Commanderie des Templiers, pour le public se rendant au crématorium, mais aussi pour les riverains qui bénéficieront d'un débouché aisé sur l'Avenue de St Loubès. Cet aménagement devrait apporter un réel progrès aux usagers de la Rue de la Commanderie.

J'observe que les échanges au cours de la réunion de concertation du 1er février 2018 entre les élus du secteur, ont porté essentiellement sur les aspects liés à la circulation et à la redevance dont allait bénéficier la commune de Ste Eulalie grâce au crématorium, ce qui a été résumé par un participant : « Les problèmes d'accès peuvent être réglés en créant des aménagement de voirie, la vraie question repose plus sur les retombées financières que sur le bien-fondé de ce projet... ».

Je note que le compte rendu de cette réunion d'élus ne mentionne pas deux aspects mis en avant de manière majeure par les contributeurs lors de l'enquête publique : la dépréciation possible des biens immobiliers de leurs administrés en face du site, et l'impact psychologique possible du projet sur les riverains.

✓ Aspects environnementaux

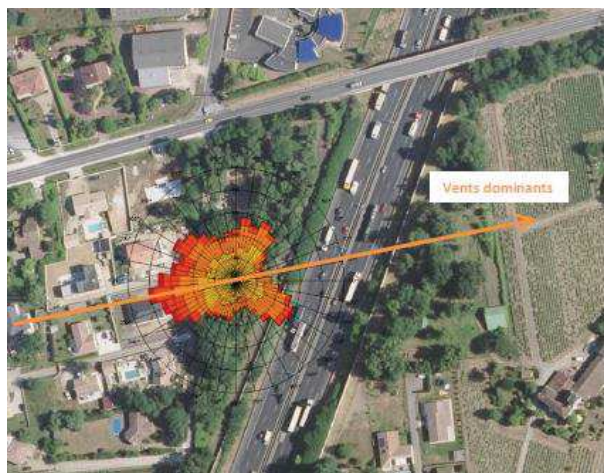
Concernant l'aspect paysager, je retiens l'effort de prise en compte, par la commune, des préoccupations exprimées par le public : « Les haies, les arbres existants maintenus, la densité des espaces conservés et les nouveaux massifs plantés viennent naturellement créer des espaces ombragés et limiter l'impact visuels des véhicules. {...} Le service espaces verts de la commune devra être associé dans le choix des essences des nouveaux massifs plantés, notamment le long de la rue de la Commanderie des Templiers afin de créer un écran végétal et ainsi de masquer au maximum les covisibilités ».

Concernant les rejets gazeux, la commune a fourni des documents détaillés fournis par le délégataire SCF concernant les fours de crémation et les dispositifs de filtration et d'épuration des gaz, l'approche climatique de la qualité de l'air dans le secteur du crématorium avant sa construction, et la rose des vents de dispersion des gaz qui seront produits, dans l'environnement du site.

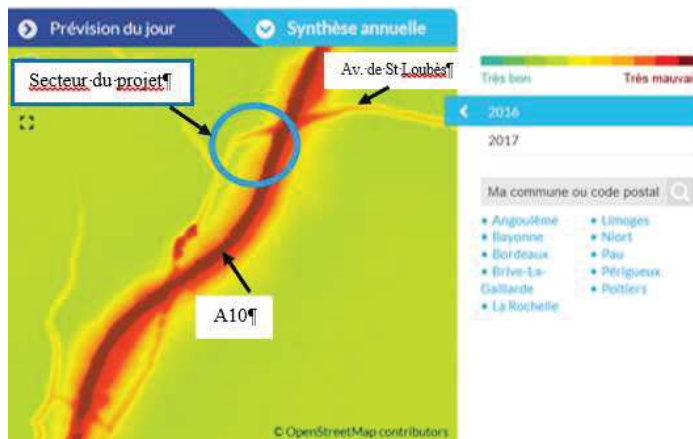
Le tableau des statistiques d'analyses des rejets gazeux d'autres crématoriums gérés par la SCF, par des laboratoires indépendants agréés COFRAC, montre une conformité des teneurs en différentes substances polluantes vis-à-vis des normes les plus récentes. La ligne de traitement des gaz et ses dispositifs de filtration font l'objet d'une description détaillée, ainsi que la maintenance journalière automatique, et curative 3 à 4 fois par an sur la base de la détection par des capteurs de poussière. Le contrôle analytique réglementaire tous les deux ans sur les rejets est rappelé, il s'agit de vérifier le respect des limites de l'arrêté du 28/01/2010 qui conditionne la poursuite de l'exploitation.

L'approche climatique que j'ai demandée, ainsi d'ailleurs que l'Autorité Environnementale, montre que les vents dominants en force, fréquence et direction, sont du secteur Ouest-Sud Ouest, ce qui signifie que les habitations les plus proches ne sont pas dans la zone d'influence des vents dominants.

Une simulation de dispersion du « dioxyde de soufre, la plus défavorable dans l'ensemble des études (percentile 99,7 des valeurs moyennes horaires) », et en ne considérant que la contribution du crématorium, montre, pour les habitations les plus proches, « qu'aucun dépassement des objectifs de qualité de l'air ne devrait être observé dans l'environnement du site. Les concentrations simulées sont faibles, en moyenne annuelle comme en termes de percentiles réglementaires ».



Par ailleurs, j'ai demandé, sur la base de relevés existants, une approche de la qualité actuelle de l'air dans ce secteur où la circulation automobile est intense. Une carte de l'ensemble de l'agglomération bordelaise sur la base des relevés de l'observatoire Atmo, a été produite, que je pense utile de compléter par un zoom sur le secteur du projet qui confirme l'impact actuel en polluants d'origine routière des infrastructures principales : autoroute A10 et Avenue de St Loubès, qui apparaissent clairement sur la carte de synthèse annuelle avec des seuils de pollution conséquents surtout le long de l'A10.



A noter que la préfecture a arrêté que le projet de crématorium de Sainte-Eulalie ne présentait aucun aspect de nature à justifier une étude d'impact, le simple respect des dispositions réglementaires et urbanistiques en vigueur assurant l'innocuité de cette activité pour le voisinage. Je pense que la mise en service d'un crématorium de devrait ainsi pas dégrader la situation par rapport à la qualité actuelle de l'air dans ce secteur.

✓ **Concertation préalable à l'implantation du projet, choix du site**

La commune a retracé avec détail la genèse du projet depuis son origine dans les années 2005-2006, puis les échanges avec les communes voisines en 2008-2010 avant la délibération du 26 mai 2015, par laquelle Sainte-Eulalie a décidé d'engager la construction et l'exploitation d'un crématorium avec le lancement d'une procédure de délégation de service public..

Je pense que les difficultés de communication rencontrées entre les différents acteurs proviennent en grande partie du fait que les riverains immédiats du site n'appartiennent pas à la commune de Sainte Eulalie mais à celle d'Ambarès et Lagrave, d'où un sentiment de frustration pour divers motifs, notamment financiers (souhait d'indemnisation pour perte de valeur des habitations, redevance qui sera bénéficiera uniquement à la commune voisine), qui s'ajoute au fait qu'un crématorium fait partie des installations qui sont systématiquement rejetées par le voisinage bien qu'il s'agisse d'un équipement d'utilité publique reconnue, et non réservé à l'usage de la seule commune d'implantation.

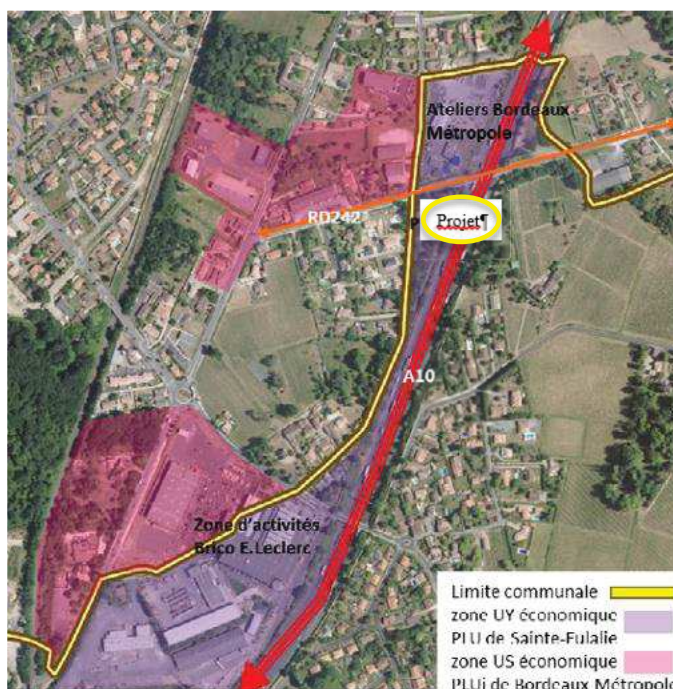
Je note que les échanges au cours de la réunion de concertation du 1er février 2018 entre les élus du secteur, ont été peu constructifs ; ils ont porté essentiellement sur les aspects liés à la circulation et à la redevance dont allait bénéficier la commune de Ste Eulalie.

J'observe **qu'aucun des élus participant à ces échanges, ni aucune des contributions reçues durant l'enquête, ne contestent la nécessité de construction d'un crématorium supplémentaire**, étant donnée la surcharge actuelle des installations existantes dans la zone d'attraction de l'agglomération bordelaise. De même, **il est regrettable qu'aucun projet alternatif concret d'implantation n'ait été présenté au cours de la phase de concertation, ni au cours de l'enquête.**

Concernant le choix du site, je relève l'ancienneté trentenaire de la vocation UY, artisanale, commerciale et industrielle du secteur du projet, peu favorable à de l'habitat en raison des nuisances liées à la présence d'infrastructures routières à très fort trafic.

Je note aussi la **cohérence de ce choix de zonage avec celui de la commune d'Ambarès et Lagrave le long des axes routiers et ferroviaires (via le zonage du PLUI de Bordeaux Métropole) en continuité avec le zonage de Sainte Eulalie**, qui entraîne une forme d'enclavement de la zone pavillonnaire à laquelle appartiennent les riverains immédiats du site du projet, au sein de secteurs à vocation industrielle artisanale et commerciale.

La zone UY permet depuis le POS de 1987 l'installation des constructions en lien avec les activités industrielles, commerciales, artisanales, entrepôts, ICPE etc... Ce classement en zone UY est repris dans le Plan Local d'Urbanisme en vigueur.



✓ **Pertinence de la création d'un crématorium par rapport aux installations actuellement disponibles dans le secteur**

Les constatations relevées par plusieurs contributeurs lors de l'enquête rejoignent celles de la commune : délais d'attente pour une crémation très longs, pénibles psychologiquement, et pénalisants financièrement, et cela en raison de la pénurie d'installations de ce type autour de l'agglomération bordelaise

L'ouverture récente d'un crématorium à Biganos - à plus de 50 km à l'opposé du projet de Ste Eulalie par rapport à Bordeaux - ne devrait pas concurrencer significativement l'activité du crématorium objet de l'enquête, et aucun projet plus proche n'est à un stade lui permettant de déboucher à court terme.

Je note, dans le contrat de concession, que l'essentiel du risque financier est pris par l'attributaire de la concession – SCF Société des Crématoriums de France – au travers du versement d'une redevance annuelle fixe à la commune. En cas d'activité inférieure aux prévisions, le risque financier est faible pour la commune, qui ne verra ses revenus baisser que de la part (5% du chiffre d'affaire) liée au nombre de crémations.

2. AVIS

➤ Sur la forme

Le public a bénéficié d'une information suffisante sur le programme, les obligations réglementaires ont été respectées pour porter l'enquête à la connaissance du public et celui-ci a pu se manifester en nombre en utilisant les différents moyens mis à sa disposition.

L'enquête s'est déroulée dans de bonnes conditions avec des dispositions d'accueil du public très satisfaisantes, et un personnel de la Ville de Sainte Eulalie très disponible.

Le dossier mis à l'enquête était techniquement clair et convainquant, malgré un certain manque de cohérence entre certaines pièces, lié à une évolution rapide et récente du dossier. Lors de mes permanences, j'ai pu orienter le public vers les derniers documents disponibles, ceux du permis de construire, les plus représentatifs du projet finalisé.

J'ai demandé des compléments d'information par rapport au dossier et en fonction des contributions du public. Ils m'ont été apportés de manière satisfaisante dans le mémoire en réponse sur les aspects suivants :

- Devenir des rejets aériens de l'installation de crémation par rapport aux habitations proches, notamment en faisant figurer une rose des vents locale,
- Appréciation de la qualité actuelle de l'air dans le secteur du projet sur la base des documents disponibles
- Hypothèses d'activité du crématorium montrant sa viabilité financière
- Historique de la genèse du projet.

➤ Sur le fond

Les riverains occupant les habitations individuelles situées sur la commune voisine d'Ambarès et Lagrave en face du projet, du côté Ouest de la Rue de la Commanderie qui longe le site, se sont fortement mobilisés durant l'enquête. Il m'a semblé qu'un ressenti particulier découlait de cette position du site du projet porté par la commune de Sainte-Eulalie en limite de la commune voisine d'Ambarès et Lagrave, qui appartient en outre à une autre intercommunalité, celle de Bordeaux Métropole.

Si l'on s'attache aux incidences identifiées dans le dossier et à celles mises en avant par le public lors de l'enquête, je rappelle les éléments suivants, en les résumant sous la forme d'avantages et inconvénients.

Parmi les aspects négatifs reprochés au projet :

Impacts visuel et psychologique : les riverains les plus proches (environ 5 habitations en face du site) subiront un impact indéniable en phase travaux et en phase exploitation du crématorium, mais je pense que la gêne attendue d'ordre visuel et psychologique, majoritairement mise en avant dans les contributions, doit être relativisée :

La symbolique du crématorium et son lien avec la mort est forte, cependant, un crématorium n'est pas un cimetière exposant en permanence des alignements de sépultures sur une surface étendue ; le site est paysagé, sans tombe visible ni aspect funèbre, et l'impact visuel correspond en grande partie à celui des parkings et du toit de tuiles du bâtiment du crématorium traité en construction traditionnelle, visibles depuis les habitations des riverains les plus proches, distantes de 20 à 30m environ du futur bâtiment.

Après visite des crématoriums existants de Mérignac, Montussan et Biganos, la qualité architecturale du projet de Ste Eulalie et l'attention portée à l'environnement paysager me paraissent satisfaisantes.

Le projet est entouré de tous côtés, sauf à l'ouest, par des infrastructures routières importantes et le nombre de riverains impactés est réduit : 5 habitations au maximum auront une vue sur le bâtiment du crématorium.

Perte de valeur immobilière des habitations : la proximité du futur crématorium risque de déprécier les habitations riveraines. Cet aspect est difficile à quantifier mais il peut être réel. Il est commun à de nombreux projets d'aménagement générant un impact sur le voisinage. A noter que la majorité des habitations riveraines du site, si ce n'est toutes, se sont construites après rattachement des parcelles du futur projet au zonage UY (POS 1987) confirmé depuis, y compris dans le PLU en vigueur. Les riverains pouvaient donc prévoir, via le règlement d'urbanisme, la mise en place d'un aménagement impactant à cet emplacement et en tenir compte dans leur décision d'installation.

Je note que les échanges au cours de la réunion de concertation entre élus du 1er février 2018 et en d'autres occasions entre les élus du secteur, ont porté essentiellement sur les aspects liés à la circulation et à la redevance dont allait bénéficier la commune de Ste Eulalie grâce au crématorium. Je regrette que le dialogue ne se soit pas réellement instauré, et que les élus des communes voisines n'aient pas été en mesure de proposer un projet alternatif, alors qu'ils contestaient celui présenté par la commune de Sainte Eulalie mais admettaient la nécessité de mise en place d'un nouveau crématorium près de l'agglomération bordelaise.

Comme l'observe un des participants à cette réunion, il n'existe pas de schéma départemental pour l'installation de lieux de crémation. On peut le regretter alors qu'un tel dispositif existe pour d'autres installations potentiellement impactantes pour le voisinage.

J'observe que le compte rendu de cette réunion ne mentionne pas la dépréciation possible des biens immobiliers en face du site, ni d'ailleurs l'impact psychologique du projet sur les riverains, deux aspects mis en avant de manière majeure par les contributeurs lors de l'enquête publique.

Circulation : c'est un problème délicat du fait de l'étroitesse de la rue de la Commanderie, à sens unique et qui est même parfois prise à contre-sens (témoignage des riverains) par des automobilistes qui se mettent délibérément en infraction pour éviter les embouteillages aux heures de pointe sur l'avenue de St Loubès, où il leur est quasiment impossible de tourner à gauche en venant de la rue de la Commanderie.

Le crématorium va légèrement augmenter le trafic ambiant lors des cérémonies, mais le projet a évolué pour prendre en compte cet aspect et améliorer le croisement Avenue de St Loubès – Rue de la Commanderie, actuellement très accidentogène : aménagement d'un giratoire à 4 sorties sur l'avenue de St Loubès au débouché de la rue de la Commanderie, et mise à double sens de celle-ci sur 30m environ jusqu'à l'entrée publique du parking du crématorium. Cet aménagement a fait l'objet d'une étude détaillée, il est pris en charge par la commune de Ste Eulalie et a reçu l'approbation technique des intervenants dans la procédure : Bordeaux Métropole et le Département. Je pense qu'il apportera un réel progrès dans la fluidité et la sécurité de la circulation générale à ce carrefour, y compris pour les riverains de la rue de la Commanderie.

Cet aménagement permettra au public de ne pas passer devant les habitations riveraines pour accéder aux parkings du crématorium. En outre, dans la dernière configuration du permis de construire, le personnel du crématorium et le corbillard (3 à 4 véhicules) pourraient accéder à la partie technique via les parkings publics du site et le portail intérieur coulissant à accès

restreint, sans passer par l'accès « pompiers » donnant sur la rue de la Commanderie. Dans cette hypothèse, aucun véhicule accédant au crématorium n'emprunterait la Rue de la Commanderie le long des habitations riveraines.

Je juge donc indispensable de prévoir la mise en place de ce giratoire préalablement à la phase travaux du crématorium pour faciliter l'accès au chantier et réduire l'impact sur les riverains.

Bruit : ceux provenant du crématorium (dispositif aéro-réfrigérant et circulation diurne de quelques dizaines de véhicules lors des cérémonies) devraient être assez faibles en fonction des valeurs annoncées, sauf peut-être pendant les travaux de terrassement pour la construction du bâtiment. Par ailleurs, pour avoir été plusieurs fois sur place j'ai pu constater un bruit routier intense émanant de l'autoroute A10 à 6 voies qui longe le site. Un isolement acoustique renforcé de la salle de recueillement vis-à-vis des bruits extérieurs a d'ailleurs été pris en compte par le pétitionnaire.

Le projet est entouré de tous côtés, sauf à l'ouest, par des infrastructures routières à fort trafic, classées en catégories 1 et 3 des infrastructures de transports terrestres en Gironde par l'arrêté préfectoral du 02/06/2016 qui définit des enveloppes de 300m et 30m affectées par le bruit de part et d'autre de ces infrastructures. Ces enveloppes intéressent directement le site du projet de crématorium, qui est classé en zones violette et rouge de la carte de bruit : zones où le bruit constaté en journée est > 65 et 70 décibels pondérés A.

Du bruit sera généré par le dispositif aéro-réfrigérant et la circulation diurne de quelques dizaines de véhicules lors des cérémonies mais je pense que cela n'introduira pas d'impact supplémentaire significatif, d'autant que cette circulation évitera les riverains les plus proches.

Autres aspects environnementaux : la proximité immédiate de l'autoroute A10 fait que le site est actuellement fortement impacté sur le plan de la qualité de l'air. La mise en place du crématorium produira des rejets mais ceux-ci sont très contrôlés et traités de manière poussée, ce ne devrait pas apporter une dégradation significative de la situation actuelle.

J'ai pu par ailleurs constater que le site actuellement inoccupé du crématorium sert de décharge sauvage avec destruction de la clôture, mise en place et dépôt de grande quantité de gravats et déchets divers qui ont un impact certain d'ordre visuel, voire sanitaire, sur le voisinage. La sécurisation de ce site et son aménagement me paraissent indispensables et urgents.

Parmi les aspects positifs du projet :

Aspects économiques : l'opération en elle-même ne coûte rien à la commune puisque le terrain lui appartient déjà, et que le coût de l'opération est supporté par la Société délégataire SCF, qui en prend le risque financier. La commune devrait néanmoins prendre en charge certains aménagements : notamment le giratoire, le trottoir le long de la Rue de la Commanderie...

L'exploitation du site va rapporter à la commune le versement des redevances annuelles (fixes et variables) et la création de 3 emplois. Je note que ces revenus pourront être affectés à des équipements publics et de voirie dont bénéficieront non seulement les habitants de Sainte-Eulalie, mais aussi ceux des communes voisines.

Circulation : les difficultés aux heures de pointe sont unanimement signalées dans ce secteur et il est reconnu qu'il faut améliorer le croisement Avenue de St Loubès – Rue de la Commanderie. Le projet de crématorium, dans son évolution récente, prévoit l'aménagement d'un giratoire à 4 sorties sur l'avenue de St Loubès au débouché de la rue de la Commanderie,

et mise à double sens de celle-ci sur 30m environ jusqu'à l'entrée publique du parking du crématorium. Cela apportera, à mon avis, un réel progrès dans la fluidité et la sécurité de la circulation générale à ce carrefour, y compris pour les riverains de la rue de la Commanderie, qui ne subiront pas de circulation supplémentaire liée au crématorium.

Autres aspects environnementaux : je pense que l'implantation d'un bâtiment d'une esthétique soignée, associé à des espaces verts paysagers, à la place de la décharge sauvage qui occupe actuellement le site est un aspect positif notable du projet.

Il n'y aura pas lieu de procéder à une expropriation ou à la consommation d'espace agricole ou forestier puisque le lieu d'implantation appartient déjà à la commune, ce qui évite cette atteinte à des intérêts privés et à l'environnement.

Un crématorium fait partie de ces installations qui assurent un service public d'intérêt général évident pour les habitants d'un large secteur, mais qui font l'objet d'un rejet systématique de la part des futurs voisins.

Le choix d'un emplacement est donc issu d'un compromis difficile à établir, alors qu'une unanimité se dégage, y compris parmi les opposants au site, sur la nécessité de mettre en place une installation de ce type, en raison de la saturation des crématoriums existant dans et autour de l'agglomération bordelaise. Aucun autre projet alternatif n'a été présenté par les opposants et à ma connaissance il n'en existe pas susceptible de déboucher à court terme dans ce secteur.

Le site sélectionné pour un équipement public d'intérêt général tel que celui qui fait l'objet de l'enquête me semble cohérent : à proximité d'axes routiers majeurs, peu propice à l'habitat en raison des nuisances sonores existantes et de la faible qualité de l'air, et ciblé depuis de nombreuses années dans les documents d'urbanisme pour accueillir des installations industrielles, artisanales, commerciales ou des équipements de service public.

La présence des réseaux sur place (gaz, eau, électricité, assainissement des eaux usées), et le nombre réduit de riverains susceptibles d'être impactés, conforte cette appréciation.

Le projet est conforme en tout point aux différentes réglementations s'appliquant à ce type d'installation et son faible impact environnemental a été reconnu par l'Autorité Environnementale via un arrêté préfectoral le dispensant d'étude d'impact.

Moyennant certaines prescriptions rappelées dans leurs avis, les services et organismes consultés dans le cadre de la procédure ont tous donné un avis favorable au projet.

Je considère que l'opération envisagée présente un caractère d'intérêt général.

Je reconnais les efforts déployés par la commune de Sainte-Eulalie pour assurer l'évolution rapide du dossier afin de mieux répondre aux réactions et demandes du public (étude d'un giratoire, places supplémentaires de stationnement, évacuation des eaux pluviales, espaces paysagers et plantation d'arbres), y compris à des dates très récentes.

Pour ces motifs, j'émet :

un avis favorable

à la demande concernant le projet de création d'un crématorium et d'un site cinéraire contigu sur le territoire de la commune de Sainte-Eulalie, à l'emplacement prévu au lieu-dit Cantet-Laudet, sur la base de mes constatations et des pièces du dossier qui m'ont été communiquées.

Cet avis est assorti d'une réserve et de deux recommandations :

➤ Réserve :

L'aménagement d'un giratoire à 4 sorties sur l'avenue de St Loubès au débouché de la rue de la Commanderie, et mise à double sens de celle-ci sur 30m environ jusqu'à l'entrée publique du parking du crématorium a fait l'objet d'une étude détaillée. Cet aménagement permettra au public de ne pas passer devant les habitations riveraines pour accéder aux parkings du crématorium. Je pense qu'il apportera en outre un réel progrès dans la fluidité et la sécurité de la circulation générale à ce carrefour, y compris pour les riverains de la rue de la Commanderie.

Il me semble indispensable de mettre en place ce giratoire préalablement à la phase travaux du crématorium, pour faciliter l'accès au chantier, sécuriser la circulation et réduire l'impact sur les riverains.

➤ Recommandations :

- La commune de St Eulalie a prévu dans le récent PLU et au conseil municipal du 14/10/2019, un emplacement réservé pour la mise en place d'un trottoir dans la Rue de la Commanderie côté Est pour sécuriser la circulation des piétons le long du site du futur crématorium. Cette initiative me paraît très intéressante pour répondre à des préoccupations exprimées dans plusieurs observations du public.
Je recommande qu'une concertation soit engagée avec la commune d'Ambarès et Lagrave pour la réalisation d'un aménagement similaire de la banquette en terrain naturel qui existe côté Ouest le long des habitations situées en face du projet de crématorium, pour améliorer la circulation piétonnière de ses propres riverains et compléter ainsi la sécurisation de la voirie.
- Plusieurs observations ont porté sur la dangerosité de la circulation pour les piétons dans la rue de la Commanderie en raison de la vitesse excessive et du passage de véhicules peu adaptés au gabarit de cette voie à sens unique.
Je recommande de mieux maîtriser les conditions de circulation dans cette voie en plaçant une signalisation renforcée, visible et claire, à ses extrémités, et en mettant en place des aménagements à étudier conjointement entre les communes de Sainte-Eulalie et d'Ambarès-et-Lagrave dans l'intérêt commun : ralentisseurs, dispositifs de limitation de gabarit, éclairage...

Fait à Bordeaux, le 31 octobre 2019

Le commissaire enquêteur



Claude ARMAND